



Les statistiques : une mine d'informations sur la société marocaine sous-utilisée par la recherche

Samira Mizbar

Haut Commissariat au Plan, Rabat

Propos recueillis par Zhou Bouzidi

Pouvez-vous vous présenter s'il vous plait ?

J'ai commencé mes études supérieures par l'ethnologie à l'université de Nanterre, ensuite je me suis orientée en licence vers la géographie humaine car il y avait dans cette université un collectif de chercheurs africanistes qui ont développé des approches très pertinentes sur les problématiques du développement, des approches pas uniquement spatiales mais tenant compte de la société dans son territoire. Ces approches holistiques prennent l'être humain dans son territoire pour analyser comment il vit, il construit, il utilise les ressources naturelles, il rêve, etc. J'ai ensuite rencontré un professeur qui m'a fait bifurquer vers le Maroc par ses questionnements incessants, pays que je ne connaissais que comme lieu de vacances. Le Maroc, et plus précisément les espaces semi-désertiques, sont donc devenus mon sujet de thèse quand je me suis inscrite à l'université de Jussieu.

Ma thèse de doctorat porte sur le développement des oasis dans la province de

Figuig. Je suis moi-même originaire de Figuig, mais le choix s'explique surtout par le fait qu'il y a un savoir conséquent sur les oasis du Draa et du Tafilalet, tandis qu'on dispose de très peu de connaissances sur les oasis qui sont plus à l'Est, en particulier celles du Figuig.

Le terrain, depuis la maîtrise jusqu'au doctorat, m'a obligée à administrer des enquêtes. J'ai beaucoup marché dans les oasis, dans le désert, les petites villes. J'ai rencontré des nomades, des paysans, j'ai passé beaucoup de temps avec eux. J'ai ainsi accumulé beaucoup de savoirs et ma passion pour le terrain marocain s'est progressivement élargie à d'autres thématiques. C'est ce qui a motivé ma candidature spontanée pour travailler au Haut Commissariat au Plan au sortir de mes études. En 2005, j'ai été recrutée dans le cadre du programme de prospective Maroc 2030 à la Direction des Prévisions et de la Prospective de cette institution.

Pouvez-vous nous parler un peu du rôle et des missions du Haut Commissariat au Plan?

Le Haut Commissariat au Plan est l'institution marocaine chargée de la production statistique, de la planification, de la prospective, de l'analyse et de la prévision économique¹. Cette institution a été créée autour de la Direction de la statistique qui est la direction la plus importante et qui produit les données statistiques officielles au niveau national. Autour d'elle, d'autres services ont été créés pour des besoins de traitement et d'analyse des données : la Comptabilité nationale, l'Institut national d'analyse de la conjoncture, la Direction des prévisions et de la prospective, la Direction de la planification, le Centre d'étude et de recherche en démographie, et l'Observatoire des conditions de vie où je travaille maintenant. Au niveau de chaque région, le Haut Commissariat au Plan dispose d'une délégation qui s'occupe de l'administration des enquêtes au niveau local.

De quel genre d'informations disposez-vous sur le milieu rural ?

Nous avons les recensements généraux de la population et de l'habitat qui existent pratiquement depuis l'indépendance du pays : 1961, 1971, 1982, 1994, 2004, 2014. Grâce à ces recensements, on dispose d'informations exhaustives sur la population, et plus généralement, de toutes les données utiles pour comprendre et analyser l'évolution des ménages dans le temps : la démographie, la situation socio-économique, l'habitat, les conditions de vie, l'accès à l'électricité et à l'eau potable. Le recensement regroupe aussi toutes les données sur l'emploi, la qualification, l'alphabétisation, l'accès à l'école, les types de ménages, etc. Toutes ces

informations sont très utiles pour comprendre l'évolution spectaculaire de notre société du fait qu'en l'espace de très peu de temps, le Maroc a connu des bouleversements phénoménaux en termes de structures familiales, de démographie, de conditions de vie, etc.

Il serait fortement judicieux d'étudier les transformations sociales mais aussi les changements de l'utilisation de l'espace et de l'environnement qui sont associés à ces transformations. Par exemple, nous avons de nombreuses données sur l'évolution de la scolarité de tous les membres d'un ménage rural. Les choses ont beaucoup évolué au-delà de l'image du paysan marocain, le fellah analphabète, etc. Quand on est sur le terrain, on voit bien que les choses ont changé, mais on a besoin de chercheurs qui peuvent utiliser et interpréter ces chiffres et ces données.

En plus des recensements qui sont exhaustifs, on a les enquêtes, dont l'enquête « emploi » qui est la plus importante et la plus ancienne. Cette enquête existe depuis 1976 mais elle n'a inclus le milieu rural qu'en 1999. Elle concerne un échantillon très important de 60 000 ménages et une réforme est en cours pour atteindre 80 000 ménages. L'enquête « emploi » nous apporte des informations sur le taux d'activité, la qualité de l'emploi, le sous-emploi, le type d'emploi, la mesure de l'emploi décent², etc.

On a aussi l'enquête nationale sur la consommation et les dépenses des ménages (la dernière date de 2014). C'est une enquête très intéressante parce qu'on suit les ménages pendant une semaine pour voir tout ce qu'ils

² Pour l'Organisation Internationale du Travail, la notion de travail décent résume les aspirations de tout travailleur, en particulier la possibilité d'exercer un travail productif et convenablement rémunéré, de bonnes conditions de sécurité sur le lieu de travail et une protection sociale pour sa famille.

¹ Voir <http://www.hcp.ma>.

utilisent : ce qu'ils achètent, dépensent et comment ils consomment, y compris ce qu'ils jettent. On a ainsi des données sur l'alimentaire et le non-alimentaire, les flux de produits entre le rural et l'urbain et on sait parfaitement quelle est la gestion de l'économie domestique d'un ménage, y compris au niveau rural. On a aussi l'enquête sur le niveau de vie qui prend en compte tout l'environnement de la personne (la dernière date de 2007). Les enquêtes sur la consommation des ménages et le niveau de vie sont très lourdes et on les administre généralement en décalage l'une de l'autre de 5 ans.

On a aussi toutes les petites enquêtes qui sont faites soit suite à une demande, soit en réponse à un contexte particulier. Par exemple, dernièrement on a fait une enquête budget/temps, où on interroge les gens sur leur usage du temps au quotidien, et qui inclut aussi bien les aspects de genre que le rapport rural/urbain. L'enquête est très intéressante et renseigne sur la distance existante entre ce qu'on dit et ce qu'on fait. Par exemple, les informations recueillies sur la femme rurale sont particulièrement intéressantes et montrent l'ampleur du changement qu'a connu la société alors qu'on garde en tête un certain nombre d'images qui n'existent plus depuis longtemps.

Comment les informations sont-elles collectées et analysées ?

La cadence dépend du type d'enquêtes : les recensements sont exhaustifs et se font tous les dix ans. Sont inclus les gens qui sont dans la rue, dans les prisons, dans d'autres institutions, etc. Pour l'enquête « emploi », l'échantillon de l'enquête est renouvelé chaque fois à 50%, c'est-à-dire qu'au fil de temps, chaque ménage n'est interrogé que deux fois de manière successive, et ce, pour

deux raisons : éviter que le ménage répondant s'habitue et adapte ses réponses en fonction, et éviter de rater de l'information en ciblant toujours les mêmes personnes.

De mon point de vue, en particulier de quelqu'un qui vient de l'université, je pense que les chercheurs universitaires doivent participer dans tout cela. Le fonctionnaire du Haut Commissariat au Plan, quand il écrit et administre un questionnaire, il le conçoit par rapport à l'expérience passée de l'institution, mais ce n'est pas lui qui utilise le questionnaire sur le terrain, ce sont les enquêteurs qui le font. Ces derniers, recrutés par le Haut Commissariat au Plan, n'ont pas souvent suffisamment de connaissances en termes de sciences sociales et humaines pour pouvoir comprendre les mutations sociales qui sont en train de se passer, et adapter leur contenu et leur discours en conséquence. Depuis un certain temps, avec l'agrandissement des échantillons, l'effectif des enquêteurs est complété par des intérimaires embauchés par des bureaux d'études, en général des étudiants. Pour ma part, je pense qu'il serait profitable pour tout le monde qu'on ait des contrats avec les départements et les écoles doctorales pour recruter pour des missions des étudiants et futurs chercheurs qui sont déjà dans un processus de réflexion et qui ont les outils méthodologiques nécessaires pour participer à ce type d'enquête. Malheureusement, ce n'est pas encore le cas.

Autre élément important concernant la qualité des données, le Haut Commissariat au Plan étant un organisme public, souvent aux yeux des enquêtés, l'enquêteur représente l'Etat, ce qui ne manque pas d'influencer les réponses.

Une fois que le questionnaire a été conçu et validé au niveau central, il est transmis aux régions qui font administrer le questionnaire par les enquêteurs. Le choix des régions, des

échantillons, etc. dépend des objectifs qui sont donnés à l'enquête. Les questionnaires sont généralement pré-codés avec des questions fermées. Aujourd'hui avec les tablettes et les outils technologiques, j'espère que la saisie pourra se faire automatiquement pour éviter les biais et les déperditions liés au fait que la personne qui remplit le questionnaire n'est pas forcément celle qui le saisit, et qu'il y a aussi un temps administratif qui fait que l'enquête n'est pas forcément dépouillée le même jour, ce qui peut créer des déperditions aussi.

Une fois que la base de données est complète, elle est apurée et prête à l'usage. Si le Haut Commissariat au Plan publie les premiers résultats, ces bases de données très riches restent largement sous-exploitées.

Vous avez participé à la réflexion et l'élaboration de la prospective Maroc 2030. Pouvez-vous nous parler de cette prospective ?

Le projet de prospective Maroc 2030 a été financé par le Programme des Nations Unies pour le Développement et a concerné, dans le cadre de l'appui à la planification stratégique, un certain nombre de pays africains (Tunisie, Côte d'Ivoire, etc.) dont le Maroc. L'idée est que, face aux limites avérées des différents modèles de développement à assurer le décollage des pays en développement, amener les gens à réfléchir sur leurs conditions économiques, sociales, etc. leur permettrait d'identifier plus efficacement des solutions et envisager des issues adaptées à leur contexte. L'objectif était de produire des scénarios à l'horizon 2030 de façon à mettre en place une planification stratégique du développement socio-économique du pays.

Le Maroc fait partie des pays qui ont bien avancé dans la réflexion prospective mais sans arriver à la phase de planification stratégique.

Nous avons effectué un certain nombre d'études pour réfléchir sur le Maroc de façon globale : l'économie, la société, le système financier, la démographie, etc. Et puis des études sectorielles ont été menées : l'énergie en 2030, l'agriculture en 2030, le tourisme en 2030, etc. Ces études sont disponibles sur le site du Haut Commissariat au Plan³.

Le travail sur l'agriculture a été fait en collaboration avec le ministère de l'agriculture, et en particulier avec le Conseil général du développement agricole (CGDA). Trois scénarios ont été élaborés. Ces scénarios ont été fortement liés aux enjeux de productivité dans un contexte de mondialisation, d'ouverture du système économique et de persistance d'un secteur agricole traditionnel soumis à cette mondialisation et à ces changements³.

Le troisième scénario de la prospective agricole était un scénario social incluant des réflexions sur la productivité de l'agriculture et sur le développement rural. Entre temps, le plan Maroc vert a été initié en 2008. Nous avons réussi à ce que certaines des idées développées dans ce scénario soient prises en compte dans le Plan Maroc vert, notamment avec l'établissement du Pilier II. Depuis 2011, on n'a pas fait d'autres travaux sur la prospective agricole ni d'évaluation, même s'il y a une demande forte, notamment de la part du CGDA.

³ http://www.hcp.ma/downloads/Maroc-2030_t11885.html

Quels sont les défis en termes de production de données statistiques sur le milieu rural, en particulier en termes de coordination et de réflexion conjointe entre les différents ministères?

Il y a une véritable perte en termes de création de l'information, due au manque de coordination et de réflexion globale commune. En fait, les décisions sont plutôt politiques et parfois ce sont des questions d'affinités entre personnes qui peuvent bloquer beaucoup de projets. Par exemple, il était un moment question que le recensement agricole soit fait par le Haut Commissariat au Plan mais cela n'a pas abouti. Les recensements sont généralement très lourds et demandent beaucoup de moyens. Puisqu'ils sont coûteux et exhaustifs, autant faire en sorte de récolter le maximum d'informations possibles pour que cela soit utile et utilisable par tout le monde. En réalité, lorsqu'une institution arrive à débloquer des fonds pour réaliser une enquête, elle travaille ensuite toute seule et les données obtenues deviennent son unique propriété.

L'information est-elle accessible aux chercheurs ?

A mon avis, le problème est qu'il n'y a pas assez de pression de la part des chercheurs. Quand un chercheur vient de manière isolée à Rabat, avec toute la représentation classique de l'administration qu'il se fait, il va déposer sa demande écrite au bureau d'ordre sans savoir comment et pourquoi la suivre. Après de nombreuses semaines à attendre, il s'impatiente et finit par laisser tomber. Du coup, on a de moins en moins de chercheurs qui viennent demander des données. D'ailleurs, ceux qui le font ont quasiment de

manière systématique des contacts au sein de l'institution. Il est vrai que parfois il y a de la réticence de la part des fonctionnaires qui ne veulent pas donner de l'information mais en même temps, je trouve que les chercheurs ne poussent pas assez. On y perd tous au final parce que les chiffres sont sous-utilisés, et nous, en tant qu'institution, on n'améliore pas non plus la qualité de notre production.

J'ai constaté lors de la réflexion prospective qu'on n'avait pas une connaissance suffisante sur notre société. On ne sait pas en définitive qui on est, ou, a minima, on a des connaissances différenciées en fonction du positionnement et du parcours de chacun. C'est vrai que nous mettons en ligne beaucoup d'informations mais les bases de données sont beaucoup plus riches que cela.

Par exemple, on dit souvent que les parents s'occupent de moins en moins de leurs enfants qui grandissent tous seuls dans la rue, et que comme l'Etat ne s'occupe pas d'eux, on se retrouve face à des générations en perdition. Quand on étudie l'enquête budget-temps, on se rend compte qu'au contraire les parents passent beaucoup de temps avec leurs enfants. Ce qui m'intéresserait, si je faisais de la recherche dans le monde rural, ce serait de voir le rôle de la femme dans tout cela, quel type de rapports la maman tisse avec ses enfants. A partir du moment où on comprend ce qui se passe au niveau de la cellule familiale, il est possible de développer des perspectives de développement sur de bonnes bases. Ce type d'enquête permet d'avoir beaucoup d'informations sur ces dynamiques sociales, encore faut-il avoir accès à la base de données brute.

Je pense que l'enjeu pour toutes les sciences sociales et le développement de la recherche sociologique au Maroc dans les prochaines années va se situer à ce niveau-là, à la capacité des chercheurs à utiliser des bases de données et à les « faire parler ».

Comment serait-il possible d'améliorer la collecte et l'analyse des informations sur le milieu rural marocain ?

Il faudrait que l'information statistique soit au cœur de l'information produite de façon générale. Les informations du Haut Commissariat au Plan sont estampillées comme provenant de cette institution, quasiment privatisées autour de la personne du Haut Commissaire. Je m'explique : je n'ai pas l'impression que l'information statistique soit produite à des fins de mise en place de politiques publiques, pour les besoins de l'Etat. Il faudrait réfléchir à mon avis à une réforme de ce système d'information : quels devraient en être les usagers ? A partir de là, quels en seraient les procédures pour produire et avoir accès aux données ? Quelles seraient les institutions de tutelle, de contrôle et de validation ? Une fois que l'institution serait régularisée dans ses processus et ses objectifs, les chercheurs et statisticiens pourront produire de l'information pour tout le monde, comme c'est le cas de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) en France.

La manière actuelle de considérer la place et le rôle de l'institution qui porte le système national de statistique au Maroc n'est pas productive. Nous oublions souvent que les systèmes nationaux de statistique sont les premiers garants de l'Etat de droit. Sans directive politique assumée et publique pour ce qui concerne la production de données, on est soumis au bon vouloir, et donc aux ambitions des uns et des autres. Je pense que la communauté des chercheurs a un grand rôle à jouer à ce niveau-là. Nous avons l'analyse sur le terrain où on regarde, on observe, on interroge et on conclut, mais il y a aussi l'obligation de se référer à un contexte

qui soit local, régional et national pour construire un savoir sur l'ensemble du pays.

J'ai eu l'occasion, lors de la réflexion prospective Maroc 2030, de me rendre compte à quel point il était difficile d'appréhender la société marocaine dans son ensemble, et pour cause, notre société est en plein processus de développement. Il y a bien des études et des connaissances à l'échelle locale, mais il manque une approche globale de la société marocaine dans son ensemble et ses évolutions. Un essai a été fait avec les travaux sur le cinquantenaire pilotés par le défunt Meziane Belfqih, mais l'essentiel reste à produire. De la même manière, quand il y a une réflexion sur le développement, on reste souvent confiné aux enjeux de développement économique. Or, si on ne tient pas compte des habitants de ce pays et leur vécu, et si on ne cherche pas à comprendre leurs évolutions et les mutations auxquelles ils sont confrontés, on ne doit pas s'attendre à ce que les politiques publiques aient des résultats efficaces.

La société a énormément évolué ces cinquante dernières années et sur cela, on n'a que des bribes d'informations ponctuelles. Les perspectives de recherche sociologique sont donc prometteuses. Les chercheurs, selon leurs spécialités, doivent se pencher au plus vite sur ce projet de construire ce savoir global, afin de comprendre qui on est et où on va, le développement n'attendra pas.